

**Dennis Bevington, député de Western Arctic,
Pose une question sur le Conseil de l'Arctique à la Chambre des
communes.**

le 1^{er} février 2013,

Monsieur le Président, avec la présidence du Conseil de l'Arctique, il se pourrait que les conservateurs ternissent, encore une fois, la réputation du Canada sur la scène mondiale. Les effets des changements climatiques et la perte massive de glace de mer de l'Arctique créent dans cette région des problèmes urgents qui exigent une coopération internationale. La ministre responsable du Conseil de l'Arctique a néanmoins déclaré la semaine dernière en Norvège que le Canada mettrait l'accent sur les affaires.

Pourquoi le Canada fait-il perdre son temps au reste du monde en se servant de cette importante tribune pour favoriser les intérêts des entreprises?

M. Greg Rickford (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien, pour l'Agence canadienne de développement économique du Nord et pour l'Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario, PCC):

Monsieur le Président, cette observation vient d'un député qui a ouvertement déclaré la semaine dernière à Yellowknife, où je me trouvais, que les Territoires du Nord-Ouest n'avaient pas besoin d'autres emplois.

Le Nord abrite plusieurs réserves de ressources naturelles qui suscitent de l'intérêt dans le monde entier. Leur potentiel économique est donc énorme, pour les habitants du Nord comme pour leurs concitoyens du reste du pays. C'est pourquoi nous travaillons avec des groupes autochtones, les gouvernements territoriaux et le secteur privé afin d'assurer l'exploitation durable de ces ressources.

Nous avons des lois sévères et des cadres réglementaires rigoureux qui protègent notre environnement dans le Nord. Nous voulons que les habitants du Nord puissent, dès maintenant et dans l'avenir, avoir de l'emploi et profiter de la croissance économique de leur région.